

Intervention 13 septembre 2025 (version 5)

Nous sommes réunis ici pour la 61^e fois à l'appel du Collectif Nazairien pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens.

Notre Collectif est composé de :

- 5 Artisans du Monde, ATTAC, Choisir la cause des femmes, CSPRN, EELV-les-Écologistes, Femmes Solidaires, FSU, Gilets Jaunes, LFI, Libre Pensée, Comité NFP bassin nazairien, MRAP, NPA l'Anticapitaliste, PCF, PRCF, UJFP, UL CGT, UL Solidaires.

À Gaza la situation a encore empiré.

- 10 **Notre collectif dénonce depuis des mois la guerre génocidaire menée par l'État israélien contre le peuple palestinien.** Dans une impunité totale, avec l'appui actif des États-Unis et en l'absence de sanctions de l'Union européenne, l'État d'Israël viole en permanence le droit international, et ne fait pas mystère de son projet de déporter ou d'éliminer la population palestinienne. Chaque jour, des dizaines de gazaouis meurent
15 sous les bombes et les balles israéliennes.

- Seulement un quart des Palestiniens et Palestiniennes détenu.es par l'armée israélienne à Gaza sont reconnus comme combattants par cette même armée. Ainsi, le gouvernement israélien a massivement enlevé des civils pour les détenir au mépris de leurs droits fondamentaux. Les détenus libérés témoignent de conditions de détention
20 extrêmement difficiles, de mauvais traitements et de tortures systématiques. Des dizaines sont morts en détention.

C'est une honte pour l'humanité, qui va durablement marquer notre siècle.

Il y a plus d'un mois déjà, la situation de famine a été officiellement déclarée par l'ONU. Toute la population est maintenant menacée de mort.

- 25 N'a-t-on pas entendu des responsables israéliens non seulement nier l'existence de cet état de famine mais en rejeter cyniquement la responsabilité sur... l'ONU qui refuse que les distributions se fassent sous le contrôle de l'armée israélienne.

- La **crise sanitaire** est sans précédent. Plus de 36 hôpitaux et structures de soins ont été bombardés depuis le début de la guerre, selon l'Organisation mondiale de la santé.
30 Le personnel soignant, exténué, travaille sans électricité, sans anesthésiant, sans eau potable. La médecine est devenue un acte de survie, parfois un simple accompagnement vers la mort.

Israël poursuit son plan pour s'emparer de la ville de Gaza avec le projet annoncé de raser entièrement cette grande ville palestinienne comme tout le territoire de Gaza.

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, l'expansion des colonies se poursuit sans relâche. Le parlement israélien a voté l'annexion de la Cisjordanie. En annonçant le plan de colonisation du secteur « E1 », qui coupe la Cisjordanie dans l'objectif de rendre impossible la création d'un État palestinien, le ministre Smotrich, dans un bras
40 d'honneur à la communauté internationale a déclaré *« Quiconque tente aujourd'hui d'obtenir la reconnaissance internationale d'un État palestinien recevra une réponse de notre part sur le terrain : des maisons, des quartiers, des routes et des familles juives »*.

Alors que des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Tel-Aviv pour clore une journée de solidarité avec les otages à Gaza, pour réclamer de leur
45 gouvernement un accord de trêve à Gaza, celui-ci reste arc-bouté sur sa logique guerrière, indispensable à sa survie. Il continue à bombarder en toute impunité le Liban et la Syrie, prétendant « redessiner » l'ensemble du Moyen-Orient en rêvant d'un « Grand Israël » englobant les territoires palestiniens, des parties de la Jordanie, du Liban, de la Syrie, voire de l'Égypte...

50 Et le 9 septembre, l'armée israélienne n'a pas hésité à frapper le Qatar, état souverain intermédiaire dans les négociations entre le gouvernement israélien et le Hamas et l'un des meilleurs amis des États-Unis qui n'ont émis aucune protestation ni réserve au risque de déstabiliser tous les états de la région.

Et enfin, Emmanuel Macron sort de son silence assourdissant sur la réalité de la
55 politique du gouvernement israélien. Dans une lettre du 26 août à Benjamin Nétanyahou, il souligne que « l'occupation de Gaza, le déplacement par la force des Palestiniens, leur réduction à la famine, la déshumanisation haineuse des discours, l'annexion de la Cisjordanie, n'offriront jamais une victoire à Israël ».

Le président de la République française **a officiellement annoncé que la France allait
60 reconnaître en ce mois de septembre l'État de Palestine**. Nous prenons acte de cette décision symbolique, de sa portée politique et attendons que son « caractère irrévocable » selon les mots du Président de la République ne soit pas « révoqué ».

La France serait la première grande puissance occidentale, membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, membre du G7 à reconnaître l'État de Palestine. Mais
65 l'initiative de la France, n'a de sens que si est respecté le droit entier et souverain du peuple palestinien à l'autodétermination et si des mesures concrètes sont mises en œuvre pour mettre fin à l'occupation, à la colonisation et à l'apartheid.

Et pour cela, il n'y a pas 36 solutions. Les discours sans effet concret doivent cesser. D'un côté on fait de fortes déclarations mais pour le reste, les affaires continuent comme
70 avant : coopération militaire, livraisons d'armes, accords commerciaux...

A contrario, nous saluons les décisions courageuses du gouvernement espagnol qui, après avoir reconnu l'État de Palestine en 2024, a annoncé une série de mesures pour consolider l'embargo notamment sur les ventes d'armes et de carburant pour l'armée israélienne, l'interdiction de l'importation de produits provenant des colonies illégales.

75 Pour que les belles déclarations d'Emmanuel Macron ne soient pas que des effets de
manches, il faut
que la France arrête toute coopération militaire et toute livraison d'armes, de munitions
et d'équipements militaires à Israël et interdise leur transit sur notre territoire,
qu'elle prenne des sanctions contre Israël, sur le plan diplomatique et rompe les
80 coopérations commerciales, universitaires et de recherche avec Israël, susceptibles de
contribuer aux violations des droits humains,
qu'elle mette en œuvre les mandats de la Cour Pénale Internationale et ouvre des
enquêtes sur les Franco-israéliens susceptibles d'avoir commis des crimes de guerre,
qu'elle œuvre sérieusement pour la suspension de l'Accord d'Association entre l'Union
85 européenne et Israël,
qu'elle reprenne immédiatement des opérations permettant de faire sortir des
Palestiniennes et Palestiniens de Gaza et leur accueil e France.
Heureusement, face à l'inaction des gouvernements, les peuples continuent de se
mobiliser. En ce moment même une Flottille de la liberté navigue vers Gaza pour briser
90 le blocus illégal par Israël et y acheminer de l'aide humanitaire. Nous soutenons cette
initiative mais avons les plus grandes craintes pour son avenir, habitués des actes de
piraterie de l'armée israélienne contre les bateaux de la Flottille de la Liberté dans le
mépris absolu du droit international.
L'urgence aujourd'hui est de sauver le peuple palestinien des massacres et de la
95 famine.
Face à un génocide, il faut des actes, tout de suite !!

- **Gaza, Palestine : stop à la famine, stop au génocide,
stop à la colonisation, à l'occupation, à l'apartheid
Cessez-le-feu immédiat, ouvrez Gaza !
Sanctions contre Israël !**